

CHILI :
UN PLEBISCITE POUR DESAMORCER
LA REVOLTE

Interview pour le média communiste anti-autoritaire
de langue allemande „Communaut“

Automne 2023

Traduction du texte de *Vamos Hacia la Vida*



Plébiscite = Consultation directe du corps électoral sur une résolution avec simple réponse par oui ou par non, synonyme de référendum constitutionnel dans ce cas.

Original en espagnol

<https://hacialavida.noblogs.org/files/2023/03/Entrevista-alemania-interior.pdf>

Quelques repères chronologiques du soulèvement chilien de 2019 et du processus constituant qui s'en suivit¹

Début octobre : les lycéens et étudiants commencent à frauder en masse le métro pour protester contre l'augmentation du prix du ticket.

18 et 19 octobre 2019 : début du soulèvement à Santiago, le mouvement est très vite rejoint par une partie importante de la population et s'étend à tout le pays.

19 octobre 2019 : le gouvernement de Piñera (droite à la fois libérale économiquement et conservatrice moralement) décrète l'état d'urgence, l'armée est déployée dans le pays et un couvre-feu est instauré à 22h dans une dizaine de grandes villes. Le mouvement continue à gagner en force.

28 octobre : l'état d'urgence est levé et le président annonce un remaniement gouvernemental. Aucun effet sur le mouvement.

10 novembre : le président Piñera annonce une modification de la constitution, pareil.

15 novembre : signature entre tous les partis de l'« Accord pour la paix » qui entérine la mise en place d'un processus constitutionnel.

Du 18 octobre jusqu'au début décembre : le soulèvement ne faiblit pas malgré toutes les annonces du gouvernement et malgré l'Accord pour la paix.

Le mouvement semble se calmer pour les fêtes de fin d'année (vacances scolaires à partir du 19 décembre 2019) et les vacances d'été (janvier-février 2020).

Début février 2020 : le bilan humain est très lourd, plus de 30 morts, plus de 12 000 blessés, et plus de 25 000 arrestations.

18 mars 2020 : état d'exception mis en place pour faire face au COVID.

25 octobre 2020 : référendum sur le « oui » ou « non » au lancement d'un processus de rédaction d'une nouvelle constitution.

15 et 16 mai 2021 : élection de l'assemblée constituante majoritairement à gauche voire à l'extrême gauche, les personnes issues de la « société civile » peuvent être élues.

¹ Ces éléments ont été ajoutés lors de la traduction.

21 novembre et 19 décembre 2021 : élections présidentielles qui voit Gabriel Boric le candidat d'une coalition de partis de gauche et d'extrême gauche l'emporter face José Antonio Kast (extrême-droite) en surfant sur la contestation de 2019. Boric s'est déjà servi du mouvement étudiant des années 2011 comme tremplin pour faire sa carrière politique puisqu'après s'être imposé comme leader du mouvement étudiant, il devient député de 2014 à 2022 et s'impose comme figure de conciliation pouvant ramener l'ordre. Il prend ses fonctions de président officiellement le 11 mars 2022.

4 septembre 2022 : rejet massif de la proposition de la nouvelle constitution à 62 % qui était vu comme la plus « progressiste » du monde. Le vote est obligatoire. Après le rejet, il y a eu de nouveau des manifestations et quelques émeutes pendant plusieurs semaines notamment à Santiago.

7 mai 2023 : nouvelles élections pour constituer une nouvelle assemblée constituante, qui cette fois se retrouve plutôt à droite.

17 décembre 2023 : nouveau référendum sur le deuxième projet de constitution et rejet de cette deuxième proposition de constitution qui était plus à droite que la première.

18 décembre 2023 : Boric met fin au processus constitutionnel. « *Sous ce mandat, le processus constitutionnel est clos. Il y a d'autres urgences* »² ; le Chili continue donc avec son Mélenchon austral et sa constitution de l'ère Pinochet. Mort à la démocratie !

² https://www.lemonde.fr/international/article/2023/12/18/chili-la-nouvelle-constitution-rejetee-par-referendum_6206340_3210.html

Avant-propos d'Hacia la Vida

Le texte suivant, publié le 10 mars 2023 en allemand sur le site de débat communiste anti-autoritaire „Communaut“, est le fruit d'une série de discussions internes et d'un exercice d'auto-clarification que nous avons réalisé en tant que collectif après l'échec de la gauche du capital au plébiscite du 4 septembre 2022, qui était destiné à approuver le projet de constitution élaboré par la Convention constitutionnelle. Les réponses aux questions [posées par les camarades allemands] ont été envoyées pour traduction dans les premiers jours de novembre dernier [2022]. Entre-temps, le gouvernement dit d'« Apruebo Dignidad »³ a continué à fournir de nombreuses preuves de sa défense acharnée de l'ordre social, comme l'approbation du TPP11⁴, la militarisation de la frontière nord [avec la Bolivie] et l'intensification de la répression à Wallmapu (en état d'urgence depuis un an)⁵, provoquant la désillusion de certains secteurs de la gauche qui s'étaient engagés dans le processus constituant et dans la campagne « antifasciste » pro-Boric.

De même, il y a quelques jours, la Chambre des députés a rejeté en général la réforme fiscale proposée par l'exécutif, qui était le pilier de la stratégie du gouvernement pour mener à bien certaines réformes mineures promises lors de la campagne, comme l'amélioration du système de retraite. Cela a conduit à un nouveau glissement à droite du « pacte de gouvernement », reflété dans le dernier remaniement ministériel et dans les déclarations des représentants du gouvernement, y compris le président, dans le but de négocier un accord, qui finira évidemment par bénéficier aux grandes entreprises.

Cette interview a également servi de base à la présentation que les camarades de notre collectif ont faite à Athènes en février, et que nous avons récemment publiée⁶.

~ ~ ~

3 [NdT] Gouvernement de gauche/extrême-gauche avec à sa tête le nouveau président Gabriel Boric.

4 [NdT] Traité de libre-échange transpacifique.

5 [NdT] Territoire Mapuche.

6 <https://hacialavida.noblogs.org/crisis-lucha-de-clases-y-represion-bajo-el-gobierno-izquierdista-de-boric/>

La défaite lors du vote⁷ sur la nouvelle constitution a été très claire. Et ce, malgré le fait que de nombreuses revendications importantes des manifestations de masse de 2019 aient été incluses : entre autres, le droit à l'avortement, la dé-privatisation des ressources en eau/de l'eau, le renforcement des droits des minorités, etc. Pourquoi le projet de nouvelle constitution a-t-il été si clairement rejeté ? Était-ce principalement dû à la campagne de désinformation médiatique des conservateurs, comme le prétendent de nombreux gauchistes, ou y avait-il également des raisons sous-jacentes pour lesquelles le prolétariat chilien a rejeté le projet ?

Plusieurs éléments sont à prendre en compte pour comprendre la défaite électorale du « J'approuve »⁸, et il n'est pas si facile de déterminer comment ils interagissent. Mais tout d'abord, il faut clarifier le contenu et la portée réelle du projet constitutionnel rejeté le 4 septembre [2022]. Bien qu'il ait été décrit comme le texte constitutionnel le plus progressiste au monde, y compris dans le processus d'élaboration, il n'a fait que réaffirmer, sous plusieurs aspects, non seulement la logique capitaliste elle-même, qu'aucune charte constitutionnelle ne pourra jamais remettre en cause, mais aussi le caractère néolibéral marqué de l'économie et de la société chiliennes. En matière d'exploitation des ressources naturelles, par exemple, le projet n'est pas très éloigné des exigences des milieux d'affaires

7 [NdT] Le projet de nouvelle constitution a été rejeté le 4 septembre 2022 par 62 % des suffrages : https://fr.wikipedia.org/wiki/Référendum_constitutionnel_chilien_de_2022

8 L'« Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution », signé le 15 novembre 2019, a établi la tenue d'une série d'événements électoraux commençant par un plébiscite initial (initialement fixé au 26 avril 2020, puis reporté au 25 octobre en raison de l'arrivée de la pandémie de COVID-19 sur le territoire), avec un vote volontaire, pour décider s'il convient d'engager un processus constituant pour la rédaction d'une nouvelle Constitution, les options à choisir étant « J'approuve » et « Je rejette » une telle initiative. En outre, un vote devait être organisé sur le type d'organe qui rédigerait finalement la Constitution : une « Convention constitutionnelle mixte », composée à parts égales de membres élus par le peuple et de parlementaires en exercice, ou une « Convention constitutionnelle », composée exclusivement de membres élus à cette fin. Cette dernière option a été soutenue par la gauche en général. L'option « J'approuve » le processus de rédaction d'une nouvelle Constitution l'a emporté avec un score sans appel de 78,27% des voix et l'option « Convention constitutionnelle » (présentée par une partie de la gauche comme l'équivalent d'une Assemblée constituante, ce qui a suscité un certain débat), en tant qu'organe chargé de la rédiger, a obtenu 78,99% des voix. S'en sont suivis les votes des 15 et 16 mai 2021 pour élire les membres de la Convention constitutionnelle avec des résultats relativement surprenants ; notamment une lourde défaite de la droite traditionnelle et d'une partie du centre-gauche qui composaient l'ancienne « Concertation des partis pour la démocratie » (qui a alterné au pouvoir avec la droite après la fin de la dictature), tandis que la liste dite populaire, qui rassemblait des personnes effectivement liées à la révolte, a étonnamment obtenu un tiers des sièges. Au final, le processus s'est achevé par la tenue du référendum sur la nouvelle constitution le 4 septembre 2022, au cours duquel il s'agissait à nouveau de choisir entre les alternatives « J'approuve » et « Je rejette » le nouveau texte élaboré par la Convention constitutionnelle. Il s'agissait de la première élection avec vote obligatoire depuis la réforme du registre électoral (2008). <https://www.bcn.cl/procesoconstituyente/plebiscito2020/>

eux-mêmes. En ce qui concerne l'exploitation du cuivre, activité économique centrale du pays, la proposition constituante reprenait pour l'essentiel ce que le Conseil des mines, composé des principales entreprises du secteur opérant dans le pays⁹, avaient dicté. En ce qui concerne l'inclusion des droits réclamés par divers secteurs de la population, la proposition n'est pas apparue comme un recueil de droits formulés dans le langage universitaire progressiste, et beaucoup moins ambitieuse que ce qui a été présenté de manière diffuse dans les rues au cours des premiers jours de la révolte¹⁰. La première partie de votre question part donc d'une hypothèse qui n'en est pas une. L'analyse du contenu du projet montre qu'il était très éloigné des prétentions des secteurs de gauche, même modérés. Tout au long du processus, il y a eu des polémiques sur la forme finale que prenaient les différents articles du texte, en général inoffensifs pour les intérêts de la classe capitaliste, ainsi que sur les mécanismes de représentation des secteurs politiques au sein de la Convention constitutionnelle, qui a finalement donné le pouvoir à la droite et aux partis des anciens gouvernements de la Concertation, malgré leur défaite écrasante aux élections constituintes. Bien entendu, le triomphe du rejet ne réside pas dans le fait que la majorité de la population a partagé cette appréciation du texte. En réalité, très peu de gens, même parmi les partisans du « J'approuve », ont lu le projet, bien que le gouvernement ait lui-même imprimé des centaines de milliers d'exemplaires pour les distribuer (en payant des centaines de millions de pesos à l'imprimerie d'« El Mercurio », groupe de presse emblématique de la droite)¹¹.

Cependant, cela crée en partie le contexte dans lequel d'autres facteurs entrent en jeu et déclenchent la défaite des prétentions réformistes.

9 « Chacune des entreprises membres du Consejo Minero a une production de plus de 50 000 tonnes de cuivre fin par an, ou une quantité économiquement équivalente d'autres métaux. » <https://consejominero.cl/>

10 Même certains intellectuels favorables à la nouvelle constitution, comme l'Argentin Roberto Gargarella, ont affirmé qu'il y avait « une obsession pour l'incorporation de 'nouveaux droits', qui finit par s'exprimer dans une liste de droits (ex Bill of Rights) qui s'étend et se renouvelle aux dépens d'une organisation du pouvoir (la 'salle des machines') qui reste trop semblable à elle-même et qui lui tourne le dos ». « La structure institutionnelle est encore trop conforme au modèle 'traditionnel' (des pouvoirs concentrés dans le président, un Sénat – aujourd'hui Chambre des Régions – encore forte, un pouvoir judiciaire un peu vieillot qui se 'renouvelle' avec un Conseil de la Magistrature, par exemple). Ces difficultés ne sont nullement étrangères à la Constitution de 1980. Ainsi, et contrairement à ce que disent ses détracteurs, le risque n'est pas celui d'une 'révolution des droits', mais que ces droits ne se concrétisent pas dans la pratique, étant dépendants du pouvoir discrétionnaire du président et des vieux pouvoirs. Le problème constitutionnel en question est donc un problème de 'trop peu' et non de 'trop' : il ne s'agit pas d'aller 'trop loin', mais de rester 'trop près'. » <https://www.lanacion.com.ar/opinion/el-proyecto-de-dejar-atras-la-constitucion-de-pinochet-nid16072022/>

11 <https://interferencia.cl/articulos/segpres-contrato-trato-directo-el-mercurio-para-imprimir-propuesta-de-nueva-constitucion>

Il ne fait aucun doute que les contextes sociaux au niveau national et international sont très différents entre les événements du premier référendum (2020) et celui du 4 septembre dernier [2022]. Au cours des derniers mois, les effets de la crise généralisée du capital se font fortement sentir dans la région, avec une inflation très élevée et une augmentation presque intolérable du coût de la vie. En ce sens, dans un climat d'incertitude généralisée, le projet de nouvelle constitution a semblé accroître l'instabilité. Face à la crise, le vote populaire a eu un comportement conservateur. Ceci est lié à la perception même du processus et du gouvernement. Face au rejet initial de la politique traditionnelle lors des dernières élections, celle-ci a semblé reprendre le contrôle tant au sein de la Convention Constituante que du gouvernement et du congrès, sapant l'enthousiasme et le soutien aux propositions progressistes. A cela s'ajoute le fait que le vote était obligatoire sous peine d'amende. Il ne faut pas oublier que, dans les mois précédents, le gouvernement lui-même avait pris soin de minimiser l'importance du référendum, affirmant que, quel que soit le résultat, ce serait le Congrès qui donnerait enfin au projet sa version définitive : « *Je garantirai que cet accord (des partis au pouvoir pour réformer le texte) sera mis en œuvre en cas d'approbation, des points d'amélioration importants et de la levée de l'incertitude du peuple (Boric)* »¹². L'intuition collective était également que la proposition n'était pas viable à bien des égards, car elle promettait des droits abstraits tout en garantissant des activités économiques qui empêcheraient leur réalisation. En outre, sa mise en œuvre serait lente et coûteuse, ce qui a été perçu comme négatif par une grande partie de la population, et ce sont certainement des éléments qui ont été utilisés par la droite et pour sa campagne en faveur du « rejet » [de la nouvelle constitution].

Il s'agit également, et il faut le souligner, d'un vote de désapprobation des premiers mois du gouvernement, au cours desquels, sous couvert de responsabilité fiscale, les politiques d'austérité ont été encore plus notoires que celles du précédent gouvernement Piñera.

Enfin, nous tenons à préciser que pour nous, le résultat du referendum ne signifie pas une tendance à la droitisation de la population en général, comme l'a décrié un large spectre du gauchisme, qui s'est déchaîné dans les jours qui ont suivi le plébiscite en fulminant contre le « peuple ignorant » ; cela correspond plutôt à une manifestation ponctuelle, alimentée par l'activité du gauchisme au

12 <https://www.latercera.com/politica/noticia/presidente-boric-asegura-plena-garantia-al-acuerdo-oficialista-para-reformar-texto-constitucional/5SCJE3FG7ZHPXFAAM22GXCDWA/>

sein du gouvernement et de ses « partisans critiques », dans un contexte social spécifique de crise mondiale. Quoi qu'il en soit, la défaite de l'option « J'approuve » n'a pas été perçue comme une grande victoire populaire. Il n'y a pas eu de célébrations de masse dans les centres-villes, et encore moins dans les périphéries. Les secteurs les plus ouvertement réactionnaires et de droite l'ont considérée comme un triomphe, mais même dans leurs rangs, nombreux sont ceux qui ont hésité à s'attribuer tous les votes de l'option gagnante lors du plébiscite.

Le débat sur une nouvelle constitution a commencé immédiatement après le soulèvement de 2019 et s'est toujours déroulé au niveau local dans tout le pays, dans ce que l'on appelle les « cabildos ». Dans cette perspective, la plupart des représentants des partis officiels n'étaient pas dignes de confiance. De plus, la rédaction d'une nouvelle constitution est l'objectif politique d'une grande partie de la société chilienne ou des mouvements sociaux depuis la fin de l'ère Pinochet. Pourquoi, cependant, le vote est-il décrit comme un « spectacle » et une « farce politique » ? Quel a été le lien entre ces initiatives populaires et le processus final de rédaction de la constitution ?

Il faut souligner que la demande d'une nouvelle constitution ne date pas du début de la révolte et qu'elle n'a pas été la raison de l'explosion de cette dernière. Il est vrai qu'elle est arrivée très tôt comme une revendication unificatrice, mais pas dans les premiers jours. Elle a été installée plutôt de l'extérieur, à partir d'organisations politiques et de la bureaucratie syndicale qui n'étaient pas directement impliquées au début de la révolte ni dans la diversité des actions menées au départ. Elle est l'œuvre en particulier de diverses bureaucraties syndicales, principalement liées au PC, qui se sont réunies au sein d'un organisme amorphe et éphémère appelé « Unité sociale » pour tenter d'orienter l'énorme déploiement d'énergie des premières semaines vers la revendication d'une nouvelle constitution.

Il faut également distinguer les « cabildos »¹³ des Assemblées territoriales proprement dites (ou assemblées populaires, comme on les appelait dans

13 [NdT] Sorte de conseil/réunion publique citoyenne qui se charge de recueillir les revendications devant figurer ensuite dans la nouvelle constitution qui sera en lien rapidement avec les municipalités.

certaines villes autres que Santiago)¹⁴. Au début, il régnait une certaine confusion entre les appellations des différentes assemblées de coordination naissantes, mais les « cabildos » se sont rapidement institutionnalisés, en particulier dans les municipalités, qui se sont regroupées dans tout le pays et ont même organisé leur propre processus électoral¹⁵. Ces entités, très minoritaires, ont existé presque exclusivement centrées sur la demande d'un processus constituant, mais dans les Assemblées territoriales le processus a été tout à fait différent, elles fonctionnaient comme des espaces de rencontre pour organiser des activités dans les quartiers, débattre du contexte, préparer des manifestations, répondre aux besoins concrets des territoires, etc. Il n'est pas non plus vrai que la nouvelle constitution ait été une revendication historique et massive de la société chilienne. Elle a toujours été un slogan de la gauche plus institutionnelle et de certaines initiatives citoyennistes, du réformisme en somme, mais pas nécessairement d'une grande partie de la gauche plus radicale ou du milieu anarchiste, et elle n'a pas été portée par la majeure partie de la population. D'ailleurs, la défaite du « J'approuve » démontre en partie cette réalité.

Le processus n'était pas une « farce » ou un « spectacle » simplement parce qu'il était insuffisant ou parce qu'il trouve son origine dans « l'Accord pour la paix sociale » négocié à huis clos, mais parce qu'il a été conçu comme le meilleur moyen de désactiver la révolte. Les efforts du camp progressiste ont été notoires pour faire céder les masses insurrectionnelles à leurs exigences. Ils ont composé des hymnes horribles (comme l'outrage au « El derecho de vivir en paz » de Victor Jara), réalisé des œuvres audiovisuelles, pénétré dans les lieux de rassemblement, etc.

Il apparaît également clairement que la demande d'une nouvelle constitution est davantage une demande des partis politiques traditionnels dans un contexte de crise politique qu'une demande spontanée de l'ensemble de la population.

Il faut démonter la mythologie que la gauche du capital construit sur la révolte. Pour eux, elle correspond à une explosion de mécontentement des classes moyennes, pacifiques en général, qui a été entachée d'actes violents (comme des pillages, principalement) organisés par des ultragauchistes, des lumpens et des

14 Nous recommandons la lecture du premier numéro du bulletin de lutte "Ya No Hay Vuelta Atrás" (décembre 2019), dont le texte principal porte le titre « *Convention constituante ou assemblées territoriales autonomes?* ». <https://hacialavida.noblogs.org/boletin-ya-no-hay-vuelta-atras-reflexiones-sobre-la-revuelta/>

15 <https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2019/12/15/mas-de-2-millones-de-personas-participaron-en-la-consulta-ciudadana-mayoria-se-inclina-por-una-nueva-constitucion-y-convencion-constitucional/>

gangs de narcotraquants, et dont la suite logique était le processus constituant, qui aurait été perdu à cause des *fake news* de la droite ou de l'immatunité politique généralisée.

N'est-ce pas un peu simpliste, de ne s'en tenir qu'à l'exigence maximale absolue, la révolte et la révolution sociale (ce qui est très bien pour nous au début) ? On pourrait aussi dire que la constitution améliore la situation du prolétariat dans certains endroits, tout comme on peut le dire de la loi bourgeoise et de l'État. Une nouvelle constitution ou la fin du néolibéralisme chilien semblaient être au centre du mouvement. Encore une fois, votre critique porte-t-elle sur le processus concret d'élaboration de la constitution ou sur l'objectif d'une nouvelle constitution ? Quelles étaient et quelles sont les possibilités pour la politique révolutionnaire ? La gauche révolutionnaire a-t-elle manqué des occasions de se positionner plus fermement pendant la révolte et de s'impliquer dans le processus ? Comment vous, en tant que révolutionnaires, vous êtes-vous impliqués dans le processus après la révolte ?

Un lieu commun pour la justification de la voie réformiste est d'accuser de maximalisme chaque fois que la possibilité d'une rupture révolutionnaire est évoquée. Comme nous l'avons soutenu plus haut, le projet de nouvelle constitution ne garantissait en rien une amélioration des conditions de subsistance, immédiate ou à long terme, du prolétariat en général. Cela ne signifie pas que la majorité de la population ait compris la proposition dans les mêmes termes [que nous], mais elle n'a pas non plus réussi à y voir une solution concrète.

Différents référents historiques du mouvement socialiste (de ses variantes les plus hésitantes aux plus radicales) ont déjà tiré des leçons cruciales sur ces processus il y a plus d'un siècle, notamment en référence à la vague révolutionnaire de 1848, soulignant la futilité de la prétention à introduire des changements importants et significatifs dans la société par l'élaboration d'une constitution, si les « forces réelles qui gouvernent le pays » ne sont pas également modifiées¹⁶. Dans ce cadre, notre critique du processus constituant chilien se nourrit de discussions et d'expériences menées à différents niveaux.

16 Lasalle conclut que « *la rédaction d'une constitution écrite était la moins importante, la moins urgente* » par rapport au travail de « *modification et de déplacement des facteurs de pouvoir réels et effectifs présents dans le*

Il faut aussi rappeler que l'origine de ce processus se trouve dans un pacte négocié à huis clos par l'élite politique chilienne, dont l'objectif explicite était « d'éteindre le feu » de la révolte¹⁷.

Comme sa fabrication relève de la responsabilité des partis officiels, sa portée était déjà limitée dès le départ et subordonnée à leurs intérêts. Nous avons donc critiqué le processus à la fois en raison de la nécessité de clarifier le rôle historique et fondamental de la machine d'État, et en raison du caractère spécifiquement réactionnaire du processus au Chili et de son impossibilité pratique d'offrir des améliorations significatives, ou même mineures, des conditions de vie de notre classe.

En résumé, notre raisonnement est le suivant : nous ne sommes pas intéressés par la propagation d'idées absolues derrière lesquelles les masses et leurs expériences de lutte doivent s'incliner. Notre position est contingente : elle tente de discerner les possibilités réelles d'amélioration de nos conditions de vie. La voie légaliste exige l'intégration, ou du moins une certaine domestication, par rapport à l'institutionnalité capitaliste, ce qui corrode automatiquement l'autonomie relative des luttes revendicatives, qui à son tour est la garantie de la réalisation de ces revendications. Entrer dans le champ de la légalité bourgeoise en prétendant atteindre des objectifs réels sape la seule source de force qui peut arracher des améliorations immédiates à l'État et au patronat. Il ne s'agit pas d'une pure abstraction. Ces trois années ont fourni des exemples de cette

pays ». C'est ce qui « devait être fait, pour que la constitution écrite qui suivrait soit quelque chose de plus qu'un morceau de papier ». C'est pourquoi la conférence [de Lasalle] se termine par une recommandation à l'auditoire : « si vous vous retrouvez un jour dans la situation de devoir vous doter d'une Constitution, j'espère que vous saurez déjà comment ces choses se font, et que vous ne vous contenterez pas d'écrire et de signer un bout de papier, en laissant intactes les forces réelles qui gouvernent le pays ». Citation extraite de *La ilusión constituyente* (<https://carcaj.cl/la-ilusion-constituyente/>), texte inclus dans le dossier *La democracia es el orden del Capital: apuntes contra la trampa constituyente*, publié comme numéro spécial du bulletin "Ya No Hay Vuelta Atrás", octobre 2020 : <https://hacialavida.noblogs.org/revista-la-democracia-es-el-orden-del-capital-apuntes-contra-la-trampa-constituyente-n-especial-ya-no-hay-vuelta-atras-octubre-2020/>.

17 « *Quiconque a vu Tchernobyl sait que ce type d'explosion doit être confiné, et non pas éteint. Et la confiner signifie la canaliser, par le biais d'une procédure quelconque. En ce sens, le processus constituant, qui joue déjà un rôle important, est très important* ». Eugenio Tironi (ancien fonctionnaire des gouvernements de la Concertation et consultant, 18 janvier 2020, <https://www.biobiochile.cl/especial/reportajes/entrevistas-reportajes/2020/01/18/eugenio-tironi-nos-salvamos-todos-o-nos-ahogamos-todos-vivimos-en-peligro.shtml>). « *Je savais qu'il ne s'agissait pas d'un accord parfait, mais c'était la meilleure alternative possible dans les circonstances difficiles dans lesquelles nous nous trouvions. Y avait-il une meilleure proposition contrefactuelle ? Y avait-il vraiment une autre alternative raisonnable ? Le pacte de novembre, avec toutes ses difficultés, a permis de canaliser l'explosion d'octobre, en permettant la continuité au lieu de la rupture, l'institutionnalité au lieu du chaos, la réforme au lieu de la révolution* ». Gonzalo Blumel, alors ministre de l'Intérieur. <https://www.theclinic.cl/2021/11/15/a-dos-anos-del-15n-que-querudan-14-protagonistas-del-acuerdo-que-cambio-el-rumbo-del-pais/>

dynamique. Tout d'abord, les Assemblées territoriales, qui commençaient à devenir des noyaux d'organisation de l'activité sociale dans les territoires (générant des espaces de rencontre, de conversation, d'expression artistique, d'élaboration de revendications et de luttes, de méthodes de lutte, de solidarité contre la répression, etc.), ont été rapidement brisées de l'intérieur, tant par l'imposition de débats juridiques que par la méfiance mutuelle croissante qui commençait à être générée par le fait que, dans les coulisses, des candidats commençaient à se présenter. Les assemblées territoriales ont été ainsi réduites à des organes de propagande électorale. L'une des expressions les plus radicales et les plus profondes de la révolte a été diluée et fragmentée, et tout son temps a été consacré à l'agenda électoral. Toutefois, pour la première fois lors des élections constituintes, des pactes électoraux ont pu être conclus en dehors des partis officiellement enregistrés. Les résultats de ces élections ont également été quelque peu surprenants. Les partis de droite et l'ancien parti conservateur ont essuyé un échec électoral retentissant, tandis que la « Liste du peuple », aujourd'hui presque oubliée, composée de personnes effectivement liées aux manifestations et extérieures à la politique traditionnelle des partis, a recueilli un grand nombre de voix, de même que d'autres pactes issus de ce que l'on appelle les « mouvements sociaux ». La « Liste du peuple » susmentionnée a annoncé après sa victoire qu'elle ne s'assiérait pas pour négocier tant qu'il n'y aurait pas de réponse concernant les prisonniers politiques, ce qui représentait des centaines de personnes à l'époque. Cette annonce n'a absolument pas été suivie d'effet. La liste s'est rapidement désintégrée à la suite de scandales nationaux, comme celui de Rodrigo Rojas Vade¹⁸, qui a fondé sa campagne sur le fait qu'il était atteint d'un cancer, ce qui s'est avéré être un mensonge, et de conflits mafieux en son sein.

Ainsi, bien que la délégitimation de la politique traditionnelle elle-même se traduise par des événements électoraux avec des niveaux de participation historiques, l'incapacité à susciter la confiance dans un changement réel minait de plus en plus l'image de la Convention constitutionnelle et des groupes de gauche. En même temps, ils ont joué un rôle de premier plan dans la démobilisation de la rue (il ne fallait pas salir le processus constituant ou « faire le jeu de la droite ») et dans la disparition des organisations autonomes de classe, éliminant toute discussion qui échappait à l'agenda électoral ou au débat

18 https://www.bcn.cl/historiapolitica/convencionales_constituyentes/ficha/Rodrigo_Rojas_Vade

constitutionnel. En ce sens, la fabrication de la défaite électorale de cette voie était en cours.

En général, la gauche, même celle qui se définit comme révolutionnaire, et un large spectre de l'anarchisme, ont succombé sans résistance et volontairement au piège démocratique, qui s'est montré de manière transparente pour ce qu'il était réellement. En ce sens, la gauche du capital a synthétisé et clarifié son rôle historique en tant qu'agent de préservation des relations capitalistes. Une pauvreté théorique et une incapacité à assimiler les leçons de l'histoire se sont manifestées chez une grande partie des camarades. En ce qui concerne la possibilité d'un approfondissement révolutionnaire du mouvement, ce qui à l'époque était en discussion et qui l'est toujours aujourd'hui, c'est la conception même de la révolution dans le contexte actuel qui doit être mise en débat car elle ne peut pas être la même qu'il y a un siècle. Nous ne prétendons pas que le capitalisme aurait été définitivement vaincu et qu'une idylle socialiste aurait été établie en quelques mois s'il n'y avait pas eu de « trahison » ou de « tromperie » de la part des politiciens, mais nous soutenons que les perspectives de la critique radicale du capital doivent s'efforcer de montrer les fonctions réelles de certaines institutions et de certains processus, et nous pensons qu'il était tout à fait possible de renforcer des réseaux autonomes d'expériences de lutte qui se développaient, d'obtenir des améliorations concrètes dans de nombreux domaines (plusieurs, sinon toutes, des revendications plus spécifiques étaient possibles dans le cadre de la constitution des années 1980), de faire tomber le gouvernement et de miner davantage la légitimité du Congrès, entre autres choses. Les secteurs radicaux, qui au début de la révolte ont vu nombre de leurs idées s'exprimer dans la multiplicité des slogans, des chants et des actions sur des milliers de murs, de banderoles et de lieux de rencontre, qui ont explicité un rejet conscient et général de la normalité capitaliste, n'ont pas été en mesure, pour des raisons qui continueront à être discutées, de contribuer au maintien de cet esprit et d'empêcher le parcours de la voie institutionnelle démocratique, au-delà de la lucidité de l'avertissement.

Pour parler de notre participation, nous devons souligner que ceux d'entre nous qui ont été actifs en tant que *Vamos Hacia la Vida* sont un petit groupe de camarades vivant dans différentes villes et localités du Chili. Mais nous avons participé aux mêmes actions que des milliers d'autres personnes sur l'ensemble du territoire. Nous avons assisté à des manifestations, résisté à la répression policière et militaire, participé à diverses assemblées territoriales, essayé de faire

de la propagande et de créer des espaces de rencontres et de débats au-delà de la situation conjoncturelle, imprimé des tracts, des affiches et des bulletins. Nous avons participé à des réseaux d'approvisionnement, à des groupes de soutien aux prisonniers politiques de la révolte. L'aspect le plus réussi, à un moment donné, a peut-être été la promotion de la discussion dans le milieu radical.

La révolte a ouvert un cycle de luttes qui se heurte aujourd'hui à une vague contre-révolutionnaire mais qui n'est pas complètement clos, d'autant moins si l'on considère le contexte de crise généralisée et globale, dont l'une des manifestations a précisément été l'impressionnante révolte sociale chilienne.

Après le rejet du projet de la constitution, des manifestations de masse ont eu lieu au cours de la première semaine. Qui est descendu dans la rue et quelles étaient leurs revendications ?

En effet, après le triomphe du rejet, des manifestations ont eu lieu au cours de la première semaine. Elles ont été, dans une certaine mesure, massives, mais surtout, elles ont eu une forte composante de violence diffuse qui les a rendues plus notoires. Il convient toutefois de noter que ces manifestations ont eu lieu principalement dans la capitale, Santiago, et que le reste du pays n'a pas connu un degré similaire de protestation et de mécontentement conflictuel. Les principaux participants étaient des jeunes, d'abord et surtout des lycéens et, plus tard et dans une moindre mesure, des étudiants, qui se sont ralliés au slogan de la réalisation d'une « véritable » Assemblée constituante. Les marches étaient parfois rejointes par d'autres prolétaires, des personnes plus âgées ou même des familles, des manifestants qui voulaient simplement affronter la police, ou ceux qui voulaient profiter de l'occasion pour obtenir des biens gratuits en cas de pillage.

Cependant, il est quelque peu compliqué de répondre à la question de savoir quelle était exactement la nature des revendications de ces manifestations, car de nombreux manifestants n'étaient pas nécessairement là pour une raison claire et manifeste. On peut dire qu'il y avait effectivement un mécontentement concernant les résultats du plébiscite, ce qui a initialement motivé les gens à descendre dans la rue pour protester pendant au moins une semaine. La bourgeoisie progressiste avait promis des changements majeurs par la voie institutionnelle, qui se traduiraient par la mise en œuvre d'une nouvelle

constitution pour le pays. Lorsque cette voie institutionnelle a échoué et que la nouvelle constitution n'a pas été mise en œuvre, de nombreuses personnes sont descendues dans la rue pour reprendre ce qu'elles ressentaient intuitivement comme l'une des principales leçons que la révolte des 18 et 19 octobre [2019] avait laissée dans leur mémoire : que leur force résidait dans la subversion violente contre l'ordre actuel et non dans la contestation institutionnelle. Ainsi, beaucoup sont sortis avec l'intention de reproduire les pratiques radicales qui avaient réussi à générer une rupture avec la vie quotidienne capitaliste pendant la révolte, comme le blocage des rues et des voies de métro, ou le fait de sauter les tourniquets, de se soustraire collectivement au paiement des titres de transport. Il est vrai qu'une partie de ces manifestants a soulevé des slogans autour de la formation d'une nouvelle Assemblée constituante (et bien sûr, cette fois-ci plus « démocratique », « populaire » et « réelle » que la précédente), mais cela n'a pas obtenu un soutien de masse ni dans les rues, ni dans les organisations sociales, ni dans les groupes d'ultra-gauche ; seule la gauche du capital a débattu en interne de la manière de négocier un nouveau processus avec la droite. Le climat général des manifestations exprimait une rage dirigée contre la tromperie de la voie institutionnelle, qui avait signifié la fin de la révolte commencée les 18 et 19 octobre 2019, et la diminution significative des expressions de mécontentement dans la rue et de leur ancienne dimension massive.

De plus, un autre aspect que nous voudrions souligner est que les actions de protestation ont reflété une négation de la vie quotidienne et du fonctionnement de la totalité capitaliste. C'est le cas des blocages des flux de marchandises, des pillages et, en général, de la perturbation de la routine de la vie prolétarienne. Les confrontations violentes et les perturbations menées par le prolétariat ont continué de façon minoritaire mais bruyante dans le pays tout au long de cette année, bien qu'elles soient principalement concentrées à Santiago et menées par des élèves du secondaire de lycées emblématiques. Souvent, ces pratiques sont adoptées comme une revendication et une sorte de nostalgie des principales caractéristiques de la révolte de 2019. Nous souhaitons souligner que cette expression de la contestation sociale sans revendications, sans motifs clairs et détaillés, et, dans une certaine mesure, « informelle » et sauvage, semble être caractéristique des luttes prolétariennes d'aujourd'hui. La bourgeoisie et ses idéologues chercheront à leur attribuer un sens démocratique et civique. Nous y voyons plutôt une sorte de négation intuitive de l'ordre existant dans son ensemble, et où l'on pourrait redire que « *les prolétaires ne cherchent pas à*

réaliser des idéaux, mais simplement à donner libre cours aux éléments de la nouvelle société que la vieille société moribonde porte en son sein ».

Il convient également de mentionner que ce type de mobilisation s'est déroulé presque sans interruption tout au long de l'année, principalement sous l'impulsion des élèves de l'enseignement secondaire, exprimant, comme nous l'avons déjà mentionné, une lassitude généralisée, mais accentuée par les carences et les multiples problèmes liés au retour des cours en présentiel après deux années de fermeture dues à la pandémie de COVID-19, soulignant les carences structurelles de nombreux établissements, la désorganisation administrative, la médiocrité des services de restauration, un climat de violence scolaire lié à l'allongement de la journée de classe (dans plusieurs revendications, la demande de la fin de la « journée complète de classe » ou de la réduction du nombre d'heures de la journée de classe est répétée), etc. Ces mobilisations se sont traduites par des confrontations quotidiennes avec la police, dans certains cas avec les militaires¹⁹, des prises de contrôle d'établissements, des mobilisations massives dans différentes villes et, par exemple, dans le cas de Santiago, des interventions dans lesquelles les étudiants reprochent au maire de Santiago, Irací Hassler, du PC, de poursuivre et d'accroître la persécution et la répression des lycéens, qui avaient été dénoncées dans les périodes précédentes, lorsque la droite était à la tête de la municipalité.

De nombreux gauchistes en Allemagne (et en Europe) attendaient également avec impatience l'élection de la nouvelle constitution et ont fait l'éloge de la constitution « la plus progressiste » au monde. Quelques mois plus tôt, l'ancien leader étudiant Boric était arrivé au pouvoir. Le nouveau gouvernement a été décrit comme féministe et comme une grande lueur d'espoir pour la gauche en Amérique latine. Comment évaluez-vous les premiers mois du gouvernement de Boric ?

La première chose à souligner est que Boric a toujours joué le rôle de pompier et d'endiguement des expressions les plus radicales au sein du mouvement étudiant dont il est issu. Et aujourd'hui qu'il a pris les rênes de l'État, il joue un rôle similaire : l'administration Boric n'a pas tardé à montrer une continuité brutale

¹⁹ <https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2022/10/05/reportan-nueva-jornada-de-incidentes-en-los-alrededores-del-inba-y-el-liceo-barros-borgono/>

avec le gouvernement précédent, tant en termes de répression, que dans la mise en œuvre de politiques qui favorisent la restructuration capitaliste au détriment de nos conditions de vie déjà précaires. Et il ne pouvait en être autrement, puisqu'il ne faut pas oublier que Boric a été un acteur clé dans la gestion de l'accord contre-révolutionnaire pour « la paix sociale et la nouvelle Constitution », signé le 15 novembre 2019, pour canaliser la force de la révolte dans le cadre institutionnel et initier un processus de restauration capitaliste dont l'axe central était la création d'une nouvelle Constitution, et dont nous subissons aujourd'hui crûment toutes les conséquences.

Aucune de ses promesses de campagne, dont de nombreuses réformes structurelles, n'ont été mise en œuvre et rien n'indique qu'elles le seront dans un avenir proche, d'autant plus que sa coalition a tout misé sur « la réalisation des grandes transformations dont le Chili a besoin », après une prétendue victoire électorale lors du plébiscite du 4 septembre qui, comme nous le savons déjà, non seulement n'a pas eu lieu, mais a été un échec retentissant. Cela a généré des tensions au sein du gouvernement, surtout avec le Parti « communiste »-PC, mais a également provoqué une grande déception et une paralysie de la gauche qui l'a soutenu de manière « critique » et qui est présente dans certains mouvements sociaux.

Concrètement, par la voix de Camila Vallejo, ministre porte-parole du gouvernement, à la veille du troisième anniversaire de la révolte, le gouvernement a affirmé que « pour l'instant » il ne renouvellerait pas l'extrême urgence du projet de loi d'amnistie pour les prisonniers politiques de la rébellion de 2019, dont beaucoup ont déjà été condamnés à des peines de prison très lourdes. Les mesures répressives telles que la « loi anti-sabotage et anti-barricade » (loi 21.208) n'ont pas non plus été abrogées, et la Loi sur la Sécurité de l'État continue d'être appliquée de manière sélective, comme cela a été le cas pour le porte-parole de la Coordination des Communautés en Conflit Arauco Malleco-CAM, Héctor Llaitul, qui est en détention préventive. La continuité ininterrompue de l'état d'urgence dans ce que l'on appelle la « macro-zone sud », avec des militaires déployés dans des secteurs stratégiques, signifie une criminalisation directe du mouvement autonome Mapuche, qui est traité comme un ennemi intérieur, mais qui ne se laisse pas intimider et continue à lutter directement contre l'État.

En revanche, le discours de la « main de fer » contre la criminalité et l'immigration « illégale » n'a rien à envier à l'ultra-droite la plus réactionnaire. L'ultimatum de Boric aux migrants en situation irrégulière au Chili était : « *Soit*

ils régularisent leur situation, soit ils partent », en plus de la construction de fossés à la frontière avec la Bolivie pour « contenir la crise migratoire » (comme l'avait proposé Kast pendant sa campagne, ce qui à l'époque avait été critiqué et ridiculisé par la gauche, qui l'avait même surnommé *El zanjas* [Le Fossé]). « *Nous allons être des chiens à la poursuite du crime* », a vociféré Boric, alors que le gouvernement étudie déjà la mise en place de « stratégies mexicaines » – avec tout ce que cela implique – pour lutter contre la criminalité croissante. A tout cela s'ajoute la dérisoire réforme des *Carabineros*, qui se résume à une réduction des conditions de recrutement : les personnes de petite taille, tatouées, avec des pieds plats ou des caries pourront désormais devenir policiers. Le soutien du gouvernement aux carabiniers a été inconditionnel et, en ce sens, des centaines de cas de violences policières survenus pendant la révolte, y compris des tortures, des abus sexuels et des meurtres, sont restés totalement impunis. Cette politique d'État se matérialise par la présentation de plus de 74 procès intentés par le ministère de l'intérieur depuis le début de l'année, principalement contre des lycéens qui n'ont pas cessé de se battre dans les rues et les lycées, malgré la tentative des partis gouvernementaux d'arrêter les mobilisations des jeunes et l'action répressive des forces de police du contrôle de l'ordre public (COP).

L'approbation de principe de l'Accord de Partenariat Transpacifique (TPP11), auquel s'opposent diverses organisations sociales – et auquel Boric lui-même s'est opposé il y a quelques années – au motif qu'il approfondit le modèle dévastateur de l'accumulation extractiviste, privatise l'utilisation des semences, et laisse en suspens le droit du travail – entre autres conséquences néfastes ; et le projet de « réforme des retraites » récemment présenté, qui ne remet pas en cause les fondements du système de retraite actuel à bout de souffle que représentent les AFP, qui délivre des pensions de misère, qui maintient le financement à travers les cotisations des travailleurs aux grands groupes économiques, et qui est loin de ressembler à un « système de sécurité sociale » existant dans les pays du centre, ne sont que deux exemples supplémentaires de la ligne que s'est donnée le gouvernement de Boric.

En Colombie, un nouveau gouvernement de gauche est au pouvoir avec le « pacte historique ». Au Brésil, Lula pourrait redevenir président²⁰ et au

20 [NdT] Lula a été élu de nouveau président du Brésil le 30 octobre 2022.

Chili, c'est également un gouvernement de gauche qui est aux commandes avec Boric. De nombreuses personnes, tant en Amérique latine qu'en Europe, s'attendent à ce que les nouveaux gouvernements de gauche changent beaucoup de choses. Comment voyez-vous cette évolution ?

En réalité, à l'exception du milieu de gauche qui a toujours opté pour la voie électorale, nous ne constatons pas un grand enthousiasme populaire pour ces processus, ni la montée de figures charismatiques comme c'était le cas il y a plusieurs décennies. Même lors de la première vague de gouvernements progressistes au début du 21e siècle, il était possible de percevoir une plus grande mobilisation populaire derrière eux, en particulier en Bolivie, où le MAS a effectivement rassemblé une grande partie du mouvement social et où Evo était une figure reconnue. Les gouvernements de centre-gauche au Chili, en tout cas, en particulier ceux de Lagos et de Bachelet, étaient très éloignés du progressisme latino-américain le mieux représenté par Evo Morales, Lula, Chávez, Mujica ou Kirchner, car ils n'ont jamais tenu un discours de gauche de la tonalité des autres gouvernements, et étaient ouvertement néolibéraux. Les processus électoraux actuels se déroulent dans un climat d'incertitude et de désespoir généralisé (le même climat qui a conduit à la défaite du « J'approuve »). Ces gouvernements n'offrent rien de très nouveau. Certains, comme celui de la Colombie, actualisent leurs politiques d'intégration, en promouvant la parité hommes-femmes dans l'appareil d'État et en nommant, par exemple, Francia Márquez à la vice-présidence, deuxième femme et première afrodescendante à occuper ce poste. Mais les premiers mots de Petro [nouveau président de la Colombie] après son élection ont été clairs : « *Nous allons développer le capitalisme en Colombie. Non pas parce que nous l'aimons. Mais parce que nous devons d'abord surmonter la pré-modernité en Colombie, le féodalisme, l'esclavage moderne* »²¹. Cette analyse, déjà fondamentalement erronée il y a un siècle, lorsqu'elle était promue par les pires versions du marxisme et de la social-démocratie, est aujourd'hui, en plus d'être anachronique dans ses propres termes, terriblement dangereuse, car dans des pays comme le nôtre, elle signifie principalement l'augmentation sans opposition de l'exploitation et de la déprédation des « ressources naturelles ». Mais Petro est transparent en ce qui concerne les prémisses idéologiques et les plans de gouvernement de ces nouveaux progressistes, dont certains ont opportunément profité des derniers soulèvements sociaux à grande échelle,

21 <https://cnnespanol.cnn.com/2022/06/19/petro-discurso-capitalismo-colombia-elecciones-orix/>

notamment au Chili et en Colombie (2019 et 2021 respectivement). Et ces prémisses sont la prétention de développer une petite industrie nationale, un objectif qui, peu après avoir été au gouvernement, est jeté à la poubelle, remplacé par la promotion des investissements étrangers principalement dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles, promettant un climat social plus stable grâce, d'une part, à la cooptation, et d'autre part, à la répression plus ou moins déguisée.

L'histoire récente de l'Amérique latine et son développement subordonné au grand capital transnational peuvent être compris à partir de la restructuration des années 70. La crise du capital de ces années-là montrait déjà des symptômes d'épuisement d'un système productif « sur-productif ». La récession de ces années-là exigeait donc une restructuration qui libérerait les contradictions accumulées au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, avec son « cycle d'or » d'accumulation et le consensus entre le capital et le travail, appelé keynésianisme – évidemment possible uniquement dans les centres du capital. En ce sens, l'assaut néolibéral contre les pays d'Amérique latine (mais pas seulement) était lié à deux phénomènes qui expliquent notre situation actuelle : le financement des infrastructures nécessaires à l'exploitation des ressources (matières premières et agro-industrie), la création d'une dette extérieure auprès du FMI, bien qu'inégale entre les pays ; et la prolétarianisation de la paysannerie qui a inondé de main d'œuvre bon marché le processus de valorisation du capital dans cette région du monde. Les pays du « tiers monde » ou du « Sud global », comme on les appelle souvent, se trouvent dans une situation conditionnée par l'emprise du FMI sur la région : libéralisation des ressources et coupes structurelles. Le « sous-développement » ne peut donc pas être surmonté par des processus « néo-développementistes », puisque la crise actuelle du capital se présente comme une concurrence féroce au niveau commercial entre la Chine et les États-Unis, des guerres impérialistes, et implique donc une réorganisation géopolitique des grands capitaux, ce qui révèle pourtant une interdépendance mondiale totale : les événements actuels ne sont que l'expression d'une hégémonie américaine suspendue.

Il existe aujourd'hui des symptômes évidents de ralentissement industriel, ou directement de désindustrialisation²², de sorte qu'un projet d'« industrialisation tardive » est voué à l'échec – et nous le considérons comme un projet raté depuis

22 A ce sujet, voir : Benanav, Aaron, *L'automatisation et le futur du travail*.
<https://www.editionsdivergences.com/livre/lautomatisation-et-le-futur-du-travail/>

plus de 50 ans²³ –, ce qui condamne ces régions à jouer un rôle subordonné dans la chaîne de valeur en tant que producteurs de matières premières. Le rôle de certaines matières premières (comme le cuivre et le lithium) est crucial pour une prétendue « transition énergétique », donc, sans aucun doute, les projets capitalistes dans la région se manifesteront par une plus grande subordination aux diktats de « l'impérialisme vert » que les gouvernements de gauche ont adoptés pour réaliser des rentrées d'argent²⁴, au prix de la destruction des terres et du déplacement des communautés indigènes et rurales. De plus, cela ne se traduit pas par une amélioration des conditions de vie du prolétariat, bien au contraire : la prolétarianisation s'approfondit au milieu d'une crise où il est de plus en plus difficile de trouver un travail formel, les salaires sont érodés par l'inflation, le crime organisé se développe, et la décomposition sociale s'accroît considérablement, etc.

Mais surtout, l'histoire nous a montré que l'État n'est pas un organisme neutre qui peut se remplir de contenus émancipateurs, qui dépend de la bonne volonté et de la gestion des individus. L'État est l'organisation du capital comme médiateur garant des rapports de classes et de la reproduction du capital. Dans la crise actuelle, nous considérons que l'État est une institution épuisée, incapable de réaliser des transformations un minimum progressistes – ce phénomène n'a été possible que pour les centres d'accumulation du capital après la Seconde Guerre mondiale, et la crise est en train de les déstabiliser. Nous considérons ces illusions démocratiques comme dangereuses, car la défense de l'État et d'un projet national peut conduire à une néo-fascisation du prolétariat face à un état de crise durable. La nouvelle « marée rose » en Amérique latine, confrontée à une situation de crise mondiale généralisée, n'a pas beaucoup d'options, et jusqu'à présent, les gouvernements ont été assez pragmatiques, maintenant (et approfondissant dans le cas du Chili) des politiques néolibérales, améliorant l'appareil judiciaire et policier pour réprimer la lutte de classe « sans forme », tout en démobilisant les secteurs du prolétariat dans leurs revendications les plus immédiates, en les accusant de « faire le jeu de la droite »²⁵, le tout pour la défense de la démocratie et du progrès national.

23 Le seul pays qui a atteint un certain degré de développement industriel en Amérique latine est le Brésil, qui affiche les pires performances des BRICS en termes de PIB, en plus d'un pourcentage très élevé de travail informel, conséquences d'un modèle de développement épuisé depuis les années 70. Voir à ce sujet : *Perdemos! Qualquer que seja o resultado da votação de domingo, perdemos*, <https://passapalavra.info/2022/10/146248/>

24 AMLO au Mexique a nationalisé le lithium, par exemple.

25 Au Brésil, ces mouvements ont même été intégrés à travers des relations clientélistes.

